

Une société fragilisée par les inégalités

13 mars 2015



La France est un des pays où l'on vit le mieux au monde. Depuis quarante ans, notre niveau de vie médian [1] a doublé. Cet enrichissement a transformé les conditions de vie de la population. La part des logements sans confort a chuté de 39 % à 1,5 %. Le taux de pauvreté se situe parmi les plus faibles au monde. Tous les ménages ou presque possèdent un téléviseur, un lave-linge, un réfrigérateur et un téléphone portable. Plus de 80 % ont une voiture, qui leur offre une liberté individuelle importante. Les progrès n'ont pas été que matériels. Le demi-siècle passé a été marqué par l'émancipation des femmes, en marche vers l'égalité dans le travail comme dans le couple. L'insécurité a notablement diminué sur le long terme. La part de jeunes en échec à l'école a été divisée par quatre. L'espérance de vie a gagné dix années et la France figure ainsi parmi les pays où l'on vit le plus longtemps. La famille s'est modernisée : on choisit désormais librement son partenaire dans la vie, la fécondité est bien mieux contrôlée, les relations se sont équilibrées dans le couple comme entre parents et enfants.

Ces avancées sont notamment liées au modèle social français. Souvent critiqué, il a pourtant permis, grâce à un niveau élevé de dépenses publiques, de redistribuer une partie des fruits de la croissance, d'amortir les difficultés pour les plus démunis, d'élever le niveau d'éducation et de soins, de soutenir les familles qui en avaient le plus besoin.

Le business du déclin

Où est le problème ? La France n'est-elle pas gangrenée par l'insécurité, les sans-papiers, les voyous des cités vendeurs de drogue ou l'échec scolaire ? Les commentateurs qui noircissent le tableau à dessein ne manquent pas. Les ouvrages à succès s'enchaînent, qui présentent le déclin inexorable de notre société dans une sorte de frénésie idéologique, où le mythe de l'invasion côtoie la défaite de la pensée des Lumières, le Léviathan étatique l'ogre capitaliste. Vendre du déclin et jouer sur les angoisses rapporte. En particulier chez certains lecteurs plus âgés des couches favorisées, que l'idée de quitter une société en phase terminale rassure peut-être. Ce n'est pas la seule raison de ce carnaval idéologique. Mettre en évidence l'échec du modèle social français permet de revendiquer un retrait du collectif au profit des intérêts individuels et de faire passer un message subliminal aux masses, en particulier aux plus jeunes : « Vu la situation, contentez-vous de votre sort, n'en réclamez pas plus. Acceptez avec bonne volonté ce CDD à temps partiel à 500 euros par mois. » Heureusement, ces jeunes sont plus attentifs à ceux qui leur expliquent que « ça peut chémar », pour reprendre Grand corps malade. Qui leur slame qu'il faut « se battre pour ses idées. Avant de s'en aller. Marquer l'histoire à jamais » (Soprano R.E.DK). Ou qu'on peut « prendre le large » pour « faire passer tous les feux au vert » (Tal).

Des menaces réelles

Nous ne vivons pas pour autant au pays des Bisounours. La petite musique qui invite à se prendre par la main peut heurter les jeunes quand leur réalité quotidienne la contredit. Les menaces qui planent sur l'équilibre social du pays sont pesantes, les tensions palpables. Pour l'essentiel, parce

que la répartition des fruits de la croissance au cours des dernières décennies a été trop inégale. Les jeunes, les populations immigrées et les moins qualifiés – ceux-là mêmes qui sont pointés du doigt – ont été pour partie écartés des gains réalisés.

Surtout, la France n'arrive pas à se débarrasser d'un mal qui touche 5 millions d'actifs : le chômage. Si les cadres en sont en grande partie relativement préservés, plus de 20 % des ouvriers non qualifiés sont touchés. La césure n'est pas que hiérarchique : les actifs dans leur grande majorité demeurent protégés de la crise, soit par leur statut d'emploi, soit par leur niveau de diplôme. Une France populaire et peu diplômée, salariée ou non, porte la charge des « ajustements ». Elle doit faire œuvre de toujours plus de flexibilité. La France favorisée a besoin de main-d'œuvre pour la servir, pour son ménage ou pour être au travail, afin qu'elle puisse faire ses courses le dimanche.

A l'école, un fossé sépare le discours égalitaire et l'expérience que vivent des familles non diplômées. Notre modèle scolaire est loin d'être le plus mauvais et le plus inégalitaire, contrairement à ce qui est affirmé, mais il demeure taillé pour les plus favorisés, qui s'accrochent à sa conservation. Des résistances tenaces bloquent depuis longtemps toute réforme qui agirait en profondeur sur l'organisation de l'école et la façon dont les contenus sont enseignés.

Après avoir crié à l'abandon de la France périphérique, périurbaine et rurale, on a redécouvert les cités. Il aura fallu les attentats de janvier pour que réapparaissent dans l'agenda médiatique les difficultés des quartiers populaires. Hormis une poignée d'immeubles, les cités de banlieue n'ont rien de « ghettos ». Si les pauvres y sont surreprésentés, les catégories sociales continuent de se mélanger géographiquement. Chez nous, l'entre-soi, choisi, est d'abord celui des plus aisés. Les populations des quartiers populaires ne sont donc pas victimes d'un « apartheid » organisé, mais d'un phénomène de relégation sociale. Il n'empêche : dans un certain nombre de lieux, en dépit des efforts de rénovation, la crise est là, avec des taux de chômage et de pauvreté trois fois supérieurs à la moyenne nationale.

Une partie des avancées réalisées dans notre pays ont été chèrement payées. Les femmes peuvent désormais mettre fin à une union, un choix qui a longtemps été réservé aux hommes. Mais le nombre de familles monoparentales progresse, et pour les conjointes des milieux populaires, la séparation est souvent synonyme de difficultés financières. Au travail, l'égalité entre hommes et femmes se réalise le plus souvent par le bas. La cooptation masculine opère toujours et les femmes n'accèdent qu'au compte-gouttes aux postes à responsabilité. Dans le domaine du logement, la hausse des loyers a permis aux propriétaires bailleurs de s'enrichir sur le dos des locataires, notamment des jeunes.

Un coût environnemental

Enfin, les progrès réalisés dans le domaine de la consommation et de l'équipement des ménages ont été acquis avec un aveuglement complet par rapport au sort des générations futures. Ils laissent derrière eux un cortège de nuisances environnementales et l'épuisement de ressources non renouvelables, qui compromettent l'avenir même de notre société.

En dépit de ces attaques, le modèle social français soutient, de loin, la comparaison avec celui des autres pays. Jusqu'où ? Les niveaux de vie stagnent depuis sept ans. Du jamais vu. La progression du nombre de demandeurs d'emploi dans les années récentes (+ 2 millions entre 2008 et 2015, selon Pôle emploi) est sans équivalent. La « stagnation » du pouvoir d'achat est un leurre. Les pertes des uns compensent les gains des autres. Les plus aisés continuent de s'enrichir, mais, fait nouveau, les catégories populaires décrochent.

Les fractures qui traversent la société française ne passent pas entre une masse de pauvres et une poignée de millionnaires. Une large partie des couches aisées, rebaptisées « moyennes supérieures », vit confortablement. A partir de 3 000 euros de revenus par personne, on entre dans le club des 10 % du haut de l'échelle des revenus, et à bac + 3, on est déjà parmi les 15 % les plus diplômés. Les préoccupations de ces catégories aisées sont aujourd'hui leurs prochains congés, l'école de leurs enfants et de mener une vie saine.

Boucs émissaires

Et face à la crise, la démagogie va bon train. Les immigrés des cités sont désignés comme nouvelles « classes dangereuses ». Et les pauvres parmi les pauvres sont stigmatisés comme des « assistés » parce qu'ils « bénéficient » d'un minimum social égal à la moitié du seuil de pauvreté. De même, si la dénonciation de l'enrichissement extrême est légitime, elle permet aussi à certains de s'enrichir à l'abri, en désignant à la vindicte populaire une toute petite frange de super-aisés. Cette démagogie, alimentée par les sondages, ne fait que nourrir le sentiment d'impuissance du politique et les discours de rejet. Seul un discours sur un effort collectif partagé, qui légitime en retour l'action collective, pourrait éviter la montée des tensions dans notre société.

Louis Maurin

Article extrait du [premier numéro des *Dossiers d'Alternatives économiques*](#), sur le thème « Une société qui change », février 2015. Ce dossier a été réalisé par le [Centre d'observation de la société](#), fondé par le bureau d'études [Compas](#).

[1] Selon lequel la moitié des ménages gagnent plus et l'autre moitié gagnent moins. Après inflation.

Emplacement :

[Accueil](#) > [Articles](#) > [Analyses](#) >

Adresse de cet article : <https://www.inequalitywatch.eu/Une-societe-fragilisee-par-les-inegalites>